

## *Ce qu'en pense le Comité*

### **Le manque de cohésion**

D'après le Comité, la situation ne dénote pas uniquement que les ministères tiennent jalousement à conserver leur fief, mais elle illustre nettement qu'ils ont tendance à opter pour des solutions ponctuelles pour répondre aux besoins des personnes ayant des déficiences — en l'occurrence, des autochtones. Dans nos autres rapports, nous avons condamné cette attitude, et c'est ce qui nous a amenés à réclamer dans *S'entendre pour agir* l'adoption d'une stratégie nationale. Nous avons en outre signalé qu'il s'imposait d'intégrer, entre eux et avec toutes les initiatives du gouvernement, les politiques et les programmes à l'intention des personnes ayant des déficiences. Ainsi, dans notre dernier rapport, *C'est trop cher payer*, nous avons recommandé que les politiques sociales, économiques et fiscales traitant des personnes handicapées soient harmonisées afin que disparaisse toute mesure décourageant ces dernières de participer à la vie économique de la société.

Pour ceux qui sont considérés comme défavorisés à plus d'un point de vue, comme les autochtones ayant des déficiences, la preuve est faite que l'approche ponctuelle a des incidences et des conséquences quasi irréversibles, en dépit des recommandations à l'effet de régler la situation. Les rapports *Obstacles* et la *Suite au Rapport* ont constaté un manque de coordination entre les programmes fédéraux, qui établissent des frontières artificielles entre les questions de santé et les problèmes connexes tels le logement, le transport et l'emploi, et ils ont formulé des recommandations pour

